

**Grégory Blanc**  
Conseiller général Angers-Trélazé

## **Débat d'orientations budgétaires 2008 : la fuite en avant !**

26 novembre 2007

Monsieur le président, mes chers collègues,

### **Je suis inquiet.**

Comme vous, je suis inquiet face à l'incertitude du contexte international et qui pèse sur notre département.

- La crise financière tout d'abord, liée à la malveillance de certains dans la gestion des crédits à risques aux E.U. L'ensemble des effets de cette crise spéculative n'est pas encore connu, si ce n'est que la FED réinjecte des liquidités et baisse ces taux. Parallèlement, comme vous l'indiquez, la BCE a procédé à l'arrêt du cycle à la hausse des taux directeurs. Arrêt probablement momentané, face aux tensions inflationnistes. Toujours est-il que ces mouvements nous amènent non plus à savoir si l'euro s'appréciera un jour à 1,45\$, mais plutôt à savoir **quand** ce seuil sera-t-il franchi ?

C'est donc la capacité d'exportation de notre économie départementale, et notamment sa propension à s'installer sur de nouveaux marchés, qui s'en trouve affecté.

- L'envolée des prix des matières premières, je n'y reviendrai pas, si ce n'est, mes chers collègues, pour faire remarquer que la cause première de l'augmentation du prix du pétrole provient d'abord des pratiques spéculatives des hedge funds, puisque l'offre journalière est aujourd'hui supérieure à la demande de plus de 3 millions de barils ...

**Alors... le budget que vous nous présentez. Comme vous l'indiquez, des marges de manœuvres existent. Pour autant, les orientations proposées ne s'avèrent pas à la hauteur des enjeux économiques dans lesquels nous sommes, ni à la hauteur des besoins de nos concitoyens.**

Sans revenir sur les propos de Jean-Luc Rotureau, il me paraît important de revenir sur 3 points : l'investissement, l'endettement, les crédits d'insertions.

Tout d'abord l'investissement, qui **constitue une variable clé du dynamisme économique.**

- Notre investissement demeure faible. Il est inférieur de 2 euros par habitant à celui de la Loire-Atlantique, malgré une augmentation de la pression fiscale des 4 taxes de 15,7% sous votre présidence.

A ce titre, il aurait été certainement plus qu'instructif que puissent figurer une comparaison sur ce point avec nos départements voisins dans les documents que vous nous avez transmis. **Toujours est-il que notre investissement demeure faible alors que nos bases, comme le souligne la cours régionale des comptes, le sont également.**

- **L'endettement** : le budget que vous nous présentez affiche une diminution de 7% de notre épargne brute et en prévision, une nouvelle baisse de 5,6% pour 2009. Comme vous l'indiquez, il s'agit de porter une attention particulière sur ce point, car ce sont là nos capacités d'autofinancement et d'emprunt qui diminuent, c'est-à-dire l'affaiblissement de nos marges de manœuvres.

- **Quant aux dépenses d'action sociale.** Sans revenir sur l'ensemble des orientations que vous nous proposez, je m'attarderai sur un point plus spécifique : les crédits d'insertion.

Certes, là encore, vous devez faire face au désengagement conduit par le gouvernement en place, avec la nécessité de compenser les crédits non affectés pour la prise en charge du RMI. Cela permet à notre collectivité d'afficher une hausse des crédits d'insertion de 5,1%, mais qui se traduira dans les faits par une baisse de 0,93 millions d'euros.

Vous justifiez cette baisse par la diminution du nombre d'allocataire.

**Monsieur le président, je suis inquiet de ce choix qui ne semble pas tenir compte des effets malheureux de la politique du gouvernement dans ce domaine.** (Alors que la moitié de la baisse du chômage de Juin 2006 à Juin 2007 est liée à l'augmentation des contrats aidés (de 111 000 à 358 000), le gouvernement vient d'annoncer une diminution de 25%, alors qu'une crise sans précédent est devant nous).

Dans ce contexte, la baisse en proportion des crédits à l'insertion que vous nous proposez manifeste votre peu d'anticipation, pour ne pas dire plus.

Or, **c'est bien un effet amplificateur qu'il nous faut construire, pour renforcer le retour à l'emploi des personnes les plus fragilisées.** Nous y reviendrons certainement durant la session de décembre.

**Au-delà, en n'utilisant pas la totalité de ses marges de manœuvres, notre département réduit année après année sa capacité de développement.**

Monsieur le président, mes chers collègues, **surtout, je suis inquiet au regard du tableau prévisionnel que vous avez bien voulu nous faire parvenir,** et je vous en remercie.

En effet, après un examen attentif, je vous invite à porter votre attention sur 3 points :

**1. En premier lieu, une prévision d'investissement global en 2012 inférieure aux dépenses budgétées en 2006, et ce en euros courants.**

Ainsi, en tenant compte de l'année blanche que vous proposez pour 2008, un examen attentif de vos prévisions nous permet d'observer :

- des dépenses d'aides aux activités économiques inférieures en euros courants en 2012 à celles prévues anticipés pour 2009, baissant de 130 000€.
- des dépenses **pour l'aménagement rurales** inférieures en euros courants en 2012 par rapport à celles anticipées pour 2009, avec même une baisse de près de 16% entre 2012 par rapport à 2011.
- des dépenses d'investissement en voirie et infrastructure inférieures de 11,5% en euros courants en 2012 par rapport à celles que vous nous proposez pour 2008
- **et tout cela sans parler des investissements d'action sociale que vous sous-estimez probablement en 2012 à 10,65Mlls d'€ au regard des besoins qui iront en s'accroissant.**

**2. En deuxième lieu, les dépenses de fonctionnement.** Elles paraissent contenues avec des hausses de 3,06% en moyenne durant la période, dont seulement 3,8% pour l'action sociale. Soit moins que la hausse automatique des bases sur la même période. Là encore, au regard des besoins précités, nous pouvons nous interroger sur ces chiffres.

3. Enfin et surtout, au regard du plan de prévision, et en conservant en tête les deux premiers points que j'évoquais en terme d'insuffisance des investissements **hors parc du végétal** et d'insuffisance des dépenses de fonctionnement telles qu'anticipées, monsieur le président, je suis inquiet des charges que notre collectivité va faire porter sur nos concitoyens, sur la base de la politique actuelle du conseil général.

En effet, un point de fiscalité représente aujourd'hui 1 million 713 000 euros. Aussi, **sans augmenter le recours à l'emprunt, c'est-à-dire en le maintenant à hauteur de 59,7 millions d'euros**, et toutes choses étant égales par ailleurs, pour tenir les prévisions, **notre collectivité va devoir assumer dans les prochaines années une thérapie fiscale de choc.** Qu'on en juge :

2009 : 29,42% d'augmentation de la pression fiscale

2010 : 26,23% d'augmentation de la pression fiscale

2011 : 12,80% d'augmentation de la pression fiscale

et pour 2012, seulement - si j'ose dire - 3,35% d'augmentation de la pression fiscale.

**Au regard de ces prévisions et des années noires qu'elles annoncent pour notre collectivité et nos concitoyens, on peut comprendre que d'autre costume que celui de président du conseil général soit plus attrayant à porter.**

Dès lors, on comprend mieux la nature pudique des propos que vous tenez quant aux niveaux d'endettement, d'épargne brute et des dépenses d'investissements.

Je vous cite, page 10 : « le niveau d'épargne brute doit retenir plus que jamais notre attention car elle aurait tendance à se réduire ». En conséquence, plus loin, page 11 du rapport, à propos des dépenses d'investissement : « Ils doivent toutefois être compatibles avec les données financières que je viens de présenter, c'est pourquoi je vous propose tout en maintenant notre effort d'investissement de lisser (le terme ne manque pas de sel) davantage sa réalisation sur le plan pluriannuel ». Votre conclusion est alors sans appel, page 16 du rapport, je cite : « il ne reste que, dans le cadre de notre prospective de 2009 à 2012, ce volume d'emprunt de 59,7 millions d'€ ne serait pas suffisant et **qu'un volume de dépenses non financées apparaîtrait** comme je l'ai indiqué. Notre marge de manœuvre en emprunt [...] tend ainsi à se réduire. »

Je dois vous dire, mes chers collègues, qu'à la lecture de ce budget au regard du plan de prévision 2009-2012, et en faisant ces calculs d'augmentations nécessaires de la pression fiscale sur les années à venir, me revenait ces mots de Saint Matthieu : "beaucoup sont appelés mais peu sont élus". **Monsieur le président, oui je suis inquiet, parce qu'au regard de ces orientations budgétaires et sur les mêmes bases politiques, j'ai bien peur que personne ne souhaite être l'élu au regard des augmentations de la fiscalité qu'il conviendra d'assumer.**

**Pourtant, d'autres choix sont possibles**, encore convient-il, dans le contexte national et international où nous rentrons, d'utiliser dès aujourd'hui les fameuses marges de manœuvres dont vous parlez...

Je vous remercie.